

Worden erkend als voortgebracht door een overmachtsgeval de aanvragen waarvoor het te laat indienen van de aanvraag verantwoord is door één van de volgende redenen :

a) het overlijden van de (één van de) persoon (personen) die in het onderhoud van de kandidaat voorziet (voorzien) of die de kandidaat ten laste heeft (hebben);

b) de opneming in een ziekenhuis voor een duur van ten minste 30 opeenvolgende dagen van de (of één van de) persoon (personen) die in het onderhoud van de kandidaat voorziet (voorzien) of die de kandidaat ten laste heeft (hebben);

c) het verlies van de hoofdbetrekking door de (of één van de) persoon (personen) die in het onderhoud van de kandidaat voorziet (voorzien) of die de kandidaat ten laste heeft (hebben), zonder dat een vergoeding wordt uitgekeerd.

Deze redenen worden echter alleen maar aanvaard als de aangehaalde gebeurtenissen na 1 augustus vóór het betrokken schooljaar plaatsgehad hebben en als de aanvraag vóór 1 maart van het voornoemde jaar ingediend wordt.

d) de te late mededeling aan de kandidaat van de uitslagen van het vorige studiejaar of van elke beraadslaging betreffende zijn toelating tot het betrokken schooljaar, voor zover deze vertragung uitsluitend toegeschreven kan worden aan de overheid die bevoegd is om over deze uitslagen of deze toelating te beslissen.

Andere uitzonderlijke gevallen kunnen erkend worden bij beslissing van de Franse Gemeenschapsexecutieve op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het toekennen van studietoelagen en -leningen behoort.

Art. 2. Artikel 3 van bovenbedoeld besluit van de Executieve van 16 maart 1983 wordt aangevuld door volgende bepaling :

« Maar één kandidaat die zich, na een jaar geregeld ingeschreven te zijn in het universitair onderwijs, in het hoger onderwijs van het lange type of van het korte type, opnieuw oriënteert naar een studie welke gerangschikt is bij het aanvullend beroepssecundair onderwijs, kan een studietoelage krijgen. »

Art. 3. Artikel 4 van bovenbedoeld besluit van de Executieve van 16 maart 1983 wordt opgeheven.

Art. 4. De Minister van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt vanaf het schooljaar 1987-1988 in werking.

Brussel, 30 april 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,
E. POULLET

F. 87 — 1423

30 AVRIL 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de prendre au plus tôt les mesures indispensables à l'octroi d'allocations d'études pour l'année scolaire ou académique;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études, donné le 27 mars 1987;

Vu la délibération de l'Exécutif du 30 avril 1987;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du décret du 7 novembre 1983 précité, est considéré comme peu aisé le candidat dont le revenu net imposable globalement, majoré du revenu imposable distinctement, et le revenu semblable des personnes, qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépassent pas les maxima indiqués ci-après :

1° Pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

— 200 000 FB, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

— 320 000 FB, lorsqu'il y a une personne à charge;

— 420 000 FB, lorsqu'il y a deux personnes à charge;

— 510 000 FB, lorsqu'il y a trois personnes à charge;

— 590 000 FB, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;

— 660 000 FB, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 70 000 FB pour

chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

2° Pour les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- 280 000 FB, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- 480 000 FB, lorsqu'il y a une personne à charge;
- 640 000 FB, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- 790 000 FB, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- 930 000 FB, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- 1 080 000 FB, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 130 000 FB pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

3° Pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1er du décret du 7 novembre 1983 susvisé, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- 320 000 FB, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- 520 000 FB, lorsqu'il y a une personne à charge;
- 680 000 FB, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- 830 000 FB, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- 970 000 FB, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- 1 100 000 FB, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de 130 000 FB pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la cinquième.

§ 2. Les montants maxima des allocations sont les suivants :

- a) pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :
- 8 000 FB, pour les élèves externes;
 - 18 000 FB, pour les élèves internes;
- b) pour les 3e et 4e années de l'enseignement secondaire :
- 9 000 FB, pour les élèves externes;
 - 22 000 FB, pour les élèves internes;
- c) pour les 5e, 6e, 7e années de l'enseignement secondaire et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :
- 10 000 FB, pour les élèves externes;
 - 28 000 FB, pour les élèves internes;
- d) pour l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :
- 30 000 FB, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - 40 000 FB, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
 - 70 000 FB, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - 80 000 FB, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- e) pour l'enseignement supérieur :
- 60 000 FB, pour les étudiants externes, donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - 75 000 FB, pour les étudiants externes, ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
 - 110 000 FB, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
 - 125 000 FB, pour les étudiants internes ou locataires d'un logement d'étudiant ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;

§ 3. 1° Les montants maxima cités ci-dessus ne sont octroyés que dans les cas où les revenus de référence ne dépassent pas les planchers suivants :

- 65 000 FB, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- 105 000 FB, lorsqu'il y a une personne à charge;
- 140 000 FB, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- 170 000 FB, lorsqu'il y a trois personnes à charge;

ce montant augmentant d'une somme de 30 000 FB pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la troisième.

2° Lorsque les revenus de référence sont inférieurs à la moitié des montants figurant au 1° ci-dessus, il est attribué une allocation spéciale, s'élevant à :

- 15 000 FB, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- 40 000 FB, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire, quelle que soit l'année d'études poursuivie;
- 50 000 FB, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;
- 60 000 FB, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- 90 000 FB, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire donnant lieu au paiement des allocations familiales ou d'orphelins;
- 100 000 FB, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- 80 000 FB, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- 90 000 FB, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement de ces allocations;
- 130 000 FB, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur donnant lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;
- 140 000 FB, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur ne donnant pas lieu au paiement d'allocations familiales ou d'orphelins;

3° Lorsque les revenus de référence sont d'un montant intermédiaire entre celui du plafond cité au § 1, 1°, 2° et 3°, et celui du plancher cité au 1° du § 3, le montant de l'allocation est fixé en affectant le montant maximum, correspondant à la situation du candidat, d'un coefficient K obtenu en divisant le montant du plancher par les revenus de référence; le coefficient K est arrondi à la 2^e décimale.

Les montants d'allocations déterminés par cette méthode sont arrondis à la cinquantaine de francs la plus proche pour l'enseignement secondaire et à la centaine inférieure pour l'enseignement supérieur.

Art. 2. Les montants cités à l'article 1er du présent arrêté ainsi qu'à l'article 7, § 2, sont valables pour les années scolaires ou académiques 1987-1988 et 1988-1989.

Art. 3. Pour le calcul des allocations d'études supérieures, le nombre de personnes à charge est majoré d'autant d'unités qu'il comprend d'étudiants régulièrement inscrits dans l'enseignement supérieur, pour l'année académique envisagée, hormis le candidat.

Art. 4. Hormis dans les cas relevant de l'application des articles 5 et 6 ci-après, les revenus de référence mentionnés à l'article 1er sont ceux de la pénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Si ce revenu n'est pas connu à l'expiration du délai fixé pour l'introduction des demandes, il est tenu compte de ceux de l'antépénultième année précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Art. 5. § 1er. Si le candidat affirme pourvoir seul à son entretien, les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il a disposé, dispose ou disposera de revenus professionnels et/ou de remplacement :

1. ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2. ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 2. Si personne ne pourvoit à l'entretien de l'intéressé, les conditions prévues au § 1er du présent article ne s'appliquent pas :

a) à l'orphelin de père ou de mère;

b) au candidat dont les parents ou le parent survivant sont déchus de la puissance paternelle;

c) au candidat qui étant devenu majeur, cesse d'être entièrement à charge d'un C.P.A.S., d'un comité de protection de la jeunesse ou d'un tribunal de la jeunesse;

d) au candidat reconnu comme réfugié politique par la délégation en Belgique du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies;

e) au candidat qui, à la suite du divorce de ses parents, est obligé de pourvoir seul à son entretien, pour autant que le divorce ait été prononcé au cours des deux années civiles précédant l'année de la demande d'allocation.

Dans ces cas, le candidat ou, s'il est mineur, son représentant légal doit joindre, à la demande d'allocation, une déclaration écrite, avec signature légalisée, attestant sur l'honneur que, pendant l'année scolaire ou académique envisagée, nul ne pourvoit, en tout ou en partie, à l'entretien du candidat.

§ 3. L'époux(se) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté avant le 1er novembre de l'année scolaire ou académique envisagée.

Les revenus de référence peuvent être limités à ses revenus propres, s'il (elle) a disposé dispose ou disposera d'un revenu professionnel et/ou de remplacement :

1. ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

2. ou bien pendant l'année civile même de la demande ainsi que pendant l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée.

La moyenne des revenus ainsi perçus ne peut être inférieure à la moyenne des minima imposables prévus à l'impôt des personnes physiques, relatifs aux deux années de référence.

§ 4. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il est tenu compte :

1. des revenus de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée pour l'application des §§ 1er et 3 du présent article;

2. des revenus de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée, pour l'application du § 2 du présent article.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat des éléments suivants :

A. Pour les études relevant de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur :

1. Lorsque le revenu est diminué par suite du décès, de la mise à la pension, de la prépension involontaire, du divorce ou de la séparation de fait depuis un an au moins au 31 octobre de l'année scolaire ou académique envisagée de la (ou des) personne(s) qui a (ont) la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoit(ent), le revenu de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard au 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

2. Lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal sans qu'aucune indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative y compris la faillite, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

Cet emploi principal ou cette activité doivent avoir été exercés pendant au moins deux années civiles au 1er janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée. Il ne peut toutefois être tenu compte de la nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année d'imposition à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard le 1er mars de l'année scolaire ou académique envisagée.

3. Lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance maladie a été octroyée pendant trente jours consécutifs au moins, ou encore lorsque le revenu est diminué pour les agents des services publics suite à une mise en disponibilité pour cause de maladie, le revenu de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation.

B. En outre, pour les études relevant de l'enseignement supérieur :

Le revenu de l'année civile suivant le début de l'année académique envisagée, servira de référence pour la fixation définitive de l'allocation, si, conjointement, le candidat :

- a au moins 25 ans à la date fixée pour l'introduction de la demande d'allocation d'études;
- a disposé, au moins pendant les deux années civiles complètes, précédant le début de ses études, d'un revenu professionnel net et/ou de remplacement au moins égal au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques;
- s'engage à cesser ou interrompre ses activités professionnelles pour toute la durée de ses études.

Art. 7. § 1er. Le montant des revenus est constaté par des états établis par l'Administration des contributions directes.

§ 2. 1. L'allocation accordée en application des articles 5 et 6 est attribuée, dans un premier temps, à titre provisoire. Son montant est forfaitaire, il s'élève à :

- 5 000 FB, pour les élèves externes de l'enseignement secondaire;
- 12 000 FB, pour les élèves internes de l'enseignement secondaire;
- 20 000 FB, pour les élèves externes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- 35 000 FB, pour les élèves internes de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire;
- 35 000 FB, pour les étudiants externes de l'enseignement supérieur;
- 60 000 FB, pour les étudiants internes de l'enseignement supérieur.

2. Le montant définitif sera fixé lorsque les revenus de l' (des) année(s) devant servir de référence auront été vérifiés par l'administration des contributions directes.

§ 3. Les revenus non imposés en Belgique sont pris en considération et établis par toutes voies de droit.

§ 4. Une allocation forfaitaire provisoire peut être accordée dans tous les cas où les revenus de référence ne peuvent être obtenus et où cette lacune est imputable exclusivement à l'administration des contributions directes ou à son homologue à l'étranger.

§ 5. Sauf en cas de décès, de divorce ou de séparation, aucune allocation forfaitaire provisoire n'est octroyée lorsque les revenus de l'année civile visée à l'article 4 du présent arrêté sont supérieurs à 150 % du plafond admissible fixé à l'article 1er.

Art. 8. Il faut entendre par revenus professionnels et/ou de remplacement, pour l'application des articles 5, §§ 1er et 3, et 6, B, le montant des revenus professionnels, après déduction des dépenses ou charges professionnelles, des pertes professionnelles, des dépenses et abattements visés aux articles 54 et 66 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études est abrogé.

Art. 10. Le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'octroi des allocations et prêts d'études dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire ou académique 1987-1988 et est applicable pendant les années scolaires ou académiques 1987-88 et 1988-89.

Bruxelles, le 30 avril 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

E. POULLET

VERTALING

N. 87 — 1423

30 APRIL 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage alsook de criteria die dienen tot de bepaling van de bedragen van de studietoelagen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 mei 1985 tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage evenals de criteria die dienen voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 december 1985 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid zo spoedig mogelijk de maatregelen te treffen die onontbeerlijk zijn voor de toekenning van studietoelagen voor het school- of academiejaar;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen, gegeven op 27 maart 1987.

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 30 april 1987.

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van het bovenvermelde decreet van 7 november 1983, wordt als minvermogen beschouwd, de kandidaat wiens globaal belastbaar netto-inkomen, vermeerderd met het afzonderlijk belastbaar inkomen, en het gelijkaardig inkomen van de personen die met zijn onderhoud belast zijn of die erin voorzien, de hiernavermelde maximumbedragen niet overschrijden :

1° Voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :

- 200 000 BF, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- 320 000 BF, indien er één persoon ten laste is;
- 420 000 BF, indien er twee personen ten laste zijn;
- 510 000 BF, indien er drie personen ten laste zijn;
- 590 000 BF, indien er vier personen ten laste zijn;
- 660 000 BF, indien er vijf personen ten laste zijn,

waarbij dit bedrag met 70 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

2° Voor de 3e, 4e, 5e, 6e en 7e jaren en de jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :

- 280 000 BF, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- 480 000 BF, indien er één persoon ten laste is;
- 640 000 BF, indien er twee personen ten laste zijn;
- 790 000 BF, indien er drie personen ten laste zijn;
- 930 000 BF, indien er vier personen ten laste zijn;
- 1 080 000 BF, indien er vijf personen ten laste zijn,

waarbij dit bedrag met 130 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

3° Voor de andere studieniveaus bedoeld in artikel 1 van het bovenbedoelde decreet van 1983, met inbegrip van het aanvullend secundair beroepsonderwijs :

- 320 000 BF, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- 520 000 BF, indien er één persoon ten laste is;
- 680 000 BF, indien er twee personen ten laste zijn;
- 830 000 BF, indien er drie personen ten laste zijn;
- 970 000 BF, indien er vier personen ten laste zijn;
- 1 100 000 BF, indien er vijf personen ten laste zijn,

waarbij dit bedrag met 130 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste vanaf de zesde.

§ 2. 1° De maximumbedragen van de toelagen zijn de volgende :

a) voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :

- 8 000 BF, voor de externe leerlingen;
- 18 000 BF, voor de interne leerlingen;

b) voor de 3e en 4e jaren van het secundair onderwijs :

- 9 000 BF, voor de externe leerlingen;
- 22 000 BF, voor de interne leerlingen;

c) voor de 5e, 6e, 7e jaren van het secundair onderwijs en de jaren die voor het hoger onderwijs voorbereiden :

- 10 000 BF, voor de externe leerlingen;
- 28 000 BF, voor de interne leerlingen;

d) voor het aanvullend secundair beroepsonderwijs :

- 30 000 BF, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 40 000 BF, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- 70 000 BF, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 80 000 BF, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;

e) voor het hoger onderwijs :

- 60 000 BF, voor de externe studenten voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 75 000 BF, voor de externe studenten voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- 110 000 BF, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 125 000 BF, voor de interne studenten of studenten die huurders zijn van een studentenverblijf voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

§ 3. 1° De hierboven vermelde maximumbedragen worden slechts toegekend ingeval de referentieïnkomens de volgende minimumbedragen niet overschrijden :

- 65 000 BF, indien de kandidaat alleen in zijn onderhoud voorziet;
- 105 000 BF, indien er één persoon ten laste is;
- 140 000 BF, indien er twee personen ten laste zijn;
- 170 000 BF, indien er drie personen ten laste zijn,

waarbij dit bedrag met 30 000 BF verhoogd wordt voor elke bijkomende persoon ten laste, vanaf de vierde.

2° Wanneer de referentieïnkomens lager zijn dan de helft van de bedragen die in 1° hierboven vermeld zijn, wordt een bijzondere toelage toegekend, ten belope van :

- 15 000 BF, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- 40 000 BF, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs, welk het gevolgde studiejaar ook is;
- 50 000 BF, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 60 000 BF, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;

- 90 000 BF, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 100 000 BF, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- 80 000 BF, voor de externe leerlingen van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 90 000 BF, voor de externe leerlingen van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden;
- 130 000 BF, voor de interne leerlingen van het hoger onderwijs voor wie een kinderbijslag of een wezenuitkering uitbetaald wordt;
- 140 000 BF, voor de interne leerlingen van het hoger onderwijs voor wie deze toelagen niet uitbetaald worden.

3^o Indien de referentieïnkomens een bedrag uitmaken die gegeven is tussen het in § 1, 1^o, 2^o en 3^o aangehaalde maximum en het in 1^o van § 3 aangehaalde minimum, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld door het maximumbedrag dat gebaseerd is op de toestand van de kandidaat met een coëfficiënt K te voorzien die verkregen wordt door het minimumbedrag te delen door de referentieïnkomens; de coëfficiënt K wordt tot de 2e decimaal afgerond.

De toelagenbedragen die door deze methode bepaald zijn, worden afgerond tot het naaste vijftigtal voor het secundair onderwijs en tot het lagere honderdtal voor het hoger onderwijs.

Art. 2. De in artikel 1 van dit besluit aangehaalde bedragen, evenals deze aangehaald in artikel 7, § 2, zijn geldig voor de school- of academiejaren 1987-1988 en 1988-1989.

Art. 3. Voor de berekening van de studietoelagen voor hoger onderwijs, wordt het aantal personen ten laste vermeerderd met zoveel eenheden als het studenten omvat die regelmatig ingeschreven zijn in het hoger onderwijs, voor het betrokken academiejaar, behalve de kandidaat.

Art. 4. Behalve voor de gevallen die van de hierna vermelde artikelen 5 en 6 afhangen, zijn de referentieïnkomens die in artikel 1 aangehaald zijn, deze van het voorlaatste kalenderjaar dat het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

Indien dit inkomen niet bekend is na het verstrijken van de termijn die vastgesteld is voor het indienen van de aanvragen, wordt er rekening gehouden met dit van het derde kalenderjaar dat het betrokken school of academiejaar voorafgaat.

Art. 5. § 1. Indien de kandidaat verklaart alleen in zijn onderhoud te voorzien, kunnen de referentieïnkomens beperkt blijven tot zijn eigen inkomsten, indien hij beschikt heeft, beschikt of zal beschikken over beroeps- en/of vervangingsinkomens :

1. ofwel tijdens het kalenderjaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat evenals precies tijdens het kalenderjaar van de aanvraag;

2. ofwel precies tijdens het kalenderjaar van de aanvraag evenals tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het betrokken school- of academiejaar.

Het gemiddelde van de aldus genoten inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima bepaald bij de belasting van de natuurlijke personen, betreffende de twee referentiejaren.

§ 2. Indien niemand in het onderhoud van de betrokkene voorziet, gelden de voorwaarden bepaald in § 1 van dit artikel niet :

a) voor de wees van vader of van moeder;

b) voor de kandidaat wiens ouders of laatstoverlevend ouder uit hun ouderlijke macht zijn ontzet;

c) voor de kandidaat die ingevolge zijn meerderjarigheid ophoudt volledig ten laste te zijn van een O.C.M.W., van een jeugdbeschermingscomité of van een jeugdrechtbank;

d) voor de kandidaat die als politieke vluchteling is erkend door de afvaardiging in België van het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties;

e) voor de kandidaat die na de echtscheiding van zijn ouders, alleen in zijn onderhoud moet voorzien, voor zover de echtscheiding werd uitgesproken binnen de twee kalenderjaren die het jaar van de aanvraag van een toelage voorafgaat.

In deze gevallen dient de kandidaat, of, als hij minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, bij de aanvraag van een toelage een schriftelijke verklaring te voegen met gewettigde handtekening, die op erewoord getuigd dat niemand, noch geheel, noch gedeeltelijk zal voorzien in het onderhoud van de kandidaat tijdens het betrokken school- of academiejaar.

§ 3. De echtgeno(o)t(e) kan worden beschouwd als de persoon die in het onderhoud van de kandidaat voorziet, voor zover het huwelijk vóór 1 november van het betrokken school- of academiejaar werd aangegaan.

De referentieïnkomens kunnen tot zijn (haar) eigen inkomens beperkt blijven indien hij (zij) beschikt heeft, beschikt of zal beschikken over een beroeps- en/of een vervangingsinkomen :

1. ofwel tijdens het kalenderjaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat evenals precies tijdens het kalenderjaar;

2. ofwel precies tijdens het kalenderjaar van de aanvraag evenals tijdens het kalenderjaar dat volgt op het begin van het betrokken school- of academiejaar.

Het gemiddelde van de aldus genoten inkomens mag niet lager zijn dan het gemiddelde van de belastbare minima bepaald bij de belasting van de natuurlijke personen, betreffende de twee referentiejaren.

§ 4. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit, wordt er rekening gehouden :

1. met de inkomens van het kalenderjaar tijdens hetwelk het betrokken school- of academiejaar begint, voor de toepassing van de §§ 1 en 3 van dit artikel;

2. met de inkomens van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het betrokken school- of academiejaar, voor de toepassing van § 2 van dit artikel.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 4 van dit besluit mag er, in het belang van de kandidaat, rekening worden gehouden met de volgende elementen :

A. Voor de studies die deel uitmaken van het secundair onderwijs en van het hoger onderwijs :

1. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden, de oppensioenstelling, de vrijwillige brugpensioen, de echtscheiding of de feitelijke scheiding sedert ten minste één jaar op 31 oktober van het betrokken school- of academiejaar van de perso(o)n(en) die met het onderhoud van de kandidaat belast is (zijn) of die erin voorziet(n), zal het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het betrokken school- of academiejaar als referentie dienen voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Met deze nieuwe toestand kan slechts rekening worden gehouden op voorwaarde dat die zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, maar uiterlijk op 1 maart van het betrokken school- of academiejaar.

2. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het verlies van de hoofdbetrekking zonder dat enige vergoeding wordt verleend of ingevolge het ophouden van elk winstgevend activiteit, met inbegrip van het faillissement, zal het inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het betrokken school- of academiejaar begint, als referentie dienen voor de definitieve vaststelling van de toelage.

Deze hoofdbetrekking of deze activiteit moeten minstens gedurende twee kalenderjaren zijn uitgeoefend op 1 januari die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat. Er kan echter alleen rekening worden gehouden met de nieuwe toestand op voorwaarde dat hij zich heeft voorgedaan gedurende het normaal in aanmerking te nemen aanslagjaar of later, maar uiterlijk op 1 maart van het betrokken school- of academiejaar.

3. Wanneer het inkomen verminderd is ingevolge van een periode van werkloosheid of van ziekte tijdens dewelke een werkloosheidsuitkering of een door de ziekteverzekering verleende vergoeding werd toegekend gedurende minstens dertig opeenvolgende dagen, of nog als het inkomen verminderd is voor de ambtenaren van de openbare diensten ingevolge van een indisponibiliteitsstelling wegens ziekte, zal het inkomen van het kalenderjaar tijdens hetwelk het betrokken school- of academiejaar begint als referentie dienen voor de definitieve vaststelling van de toelage.

B. Voor de studies daarenboven die deel uitmaken van het hoger onderwijs, zal het inkomen van het kalenderjaar dat volgt op het begin van het betrokken academiejaar zal als referentie dienen voor de definitieve vaststelling van de toelage, indien de kandidaat tegelijkertijd :

- minstens 25 jaar oud is op de datum vastgesteld voor het indienen van de aanvraag voor studietoelage;
- minstens gedurende de twee volle kalenderjaren, die het begin van zijn studies voorafgaan, beschikt heeft over een netto beroeps- en/of vervangingsinkomen dat minstens gelijk is aan het belastbare minimum in de belasting van natuurlijke personen;
- de verbintenis aangaat zijn beroepsactiviteiten te staken of te onderbreken voor de gehele duur van zijn studies.

Art. 7. § 1. Het bedrag van de inkomens wordt vastgesteld door middel van staten opgemaakt door het Bestuur van de rechtstreekse belastingen.

§ 2. 1. De bij toepassing van de artikelen 5 en 6 verleende toelage wordt de eerste tijd voorlopig toegekend. Haar bedrag is forfaitair, het bedraagt :

- 5 000 BF, voor de externe leerlingen van het secundair onderwijs;
- 12 000 BF, voor de interne leerlingen van het secundair onderwijs;
- 20 000 BF, voor de externe leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 35 000 BF, voor de interne leerlingen van het aanvullend secundair beroepsonderwijs;
- 35 000 BF, voor de externe studenten van het hoger onderwijs;
- 60 000 BF, voor de interne studenten van het hoger onderwijs.

2. Het definitieve bedrag zal worden vastgesteld wanneer de inkomens van het (de) ja(a)r(en) die als referentie moeten dienen, zullen nagezien zijn door het bestuur van de rechtstreekse belastingen.

§ 3. Het in België niet belastbaar inkomen wordt in overweging genomen en vastgesteld door alle rechtsmiddelen.

§ 4. Een voorlopige forfaitaire toelage mag worden toegekend telkens als de referentieinkomens niet kunnen worden bekomen en als deze leemte uitsluitend te wijten is aan het bestuur van de rechtstreekse belastingen of aan zijn tegenhanger in het buitenland.

§ 5. Behalve in geval van overlijden, van echtscheiding of scheiding wordt geen voorlopige forfaitaire toelage toegekend als de inkomens van het kalenderjaar bedoeld in artikel 4 van dit besluit hoger zijn dan 150 % van het in artikel 1 bepaalde toelaatbare maximum.

Art. 8. Onder beroeps- en/of vervangingsinkomen dient te worden verstaan, voor de toepassing van de artikelen 5, §§ 1 en 3 en 6, *B*, het bedrag van de beroepsinkomen, na aftrek van de beroepsuitgaven of beroepslasten, van de beroepsverliezen, van de uitgaven en de verminderingen bedoeld bij de artikelen 54 en 66 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 9. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 mei 1985 tot vaststelling van de minvermogenheid van de kandidaten voor een studietoelage evenals de criteria die dienen voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de toekenning van studietoelagen en -leningen behoort, si belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt vanaf het school- of academiejaar 1987-1988 in werking en is van toepassing voor de school- of academiejaren 1987-1988 en 1988-1989.

Brussel, 30 april 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET